

Chers lecteurs, Chères lectrices,

Pour cette première édition de 2008, l'éditorial se penche sur les défis et les opportunités que nous offre la nouvelle année dans une perspective de développement durable.

Suite à la conférence de Bali sur les changements climatiques, nous reprenons un texte d'**Éric Darier** sur la contribution de l'agriculture aux gaz à effet de serre (p.4). Par la suite, **François Décary-Gilardeau** dresse un bilan des négociations faites à Bali qui vise à obtenir une entente post-Kyoto (p.8).

Bonne lecture à tous  
et à toutes!

# *O e c o n o m i a   H u m a n a*

Février 2008

**Éditorial, François Décary-Gilardeau, rédacteur en chef**  
Decary-Gilardeau.Francois@uqam.ca

## **Opportunités et défis écologiques pour la nouvelle année**

Pour ce premier éditorial de 2008, nous vous proposons de faire un exercice de prospective et de réfléchir sur quelques-uns des grands enjeux environnementaux pour cette nouvelle année. Périodiquement, il est important de prendre un peu de recul et d'observer avec soin les défis auxquels notre société est confrontée dans le but de mieux y répondre et ce, de manière socialement responsable. Alors que l'année 2007 aura permis de consulter la population sur de nombreux sujets (commissions sur l'avenir de l'agriculture, sur les nouvelles stratégies minérale et gouvernementale de développement durable), les attentes sont grandes envers nos gouvernements. D'autant plus que certains secteurs clés du Québec vivent des situations difficiles, parfois pour des raisons environnementales, mais plus souvent à cause de notre dollar à parité avec celui des américains, de nos modes de production ou industries obsolètes et du ralentissement économique observé chez nos voisins du sud.

### **L'agriculture**

Le 12 février sortira le très attendu rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. Ce dernier devra notamment proposer des pistes de solution pour l'industrie porcine qui vit une période de crise et soulève beaucoup de méconten-

tement autant de la part des agriculteurs que de la société en général. Globalement, il faudra s'assurer que l'appui dispensé à l'agriculture soit efficace tout en permettant de minimiser les externalités négatives : le renouvellement de l'entente sur la Financière Agricole est une très bonne occasion que le gouvernement libéral doit saisir pour intégrer plus efficacement les aides vers les agriculteurs et l'agriculture (paradoxalement, alors que les aides gouvernementales sont importantes, les agriculteurs peinent à vivre convenablement tant leurs coûts sont démesurés), est-ce que ce type d'agriculture est viable ? Alors que le mode de production agricole est orienté vers des économies d'échelle, les agriculteurs devraient plutôt, et à leurs façons, viser les économies de gammes. En d'autres mots, il faudra non pas chercher à produire plus, mais à produire mieux et avec le moins d'intrants externes possible.

### **La foresterie**

Du côté de la foresterie, en décembre dernier se déroulait un important sommet sur l'industrie forestière impliquant entreprises, universitaires, associations, ONG et différents ordres gouvernementaux. Jamais on n'avait réussi à réunir une telle diversité d'ac-

teurs avec une telle ampleur et pour cause, le secteur forestier vit des temps durs, ce qui met certaines régions et municipalités à genoux. À juste titre, ces derniers feront tout en leur pouvoir pour maintenir les activités économiques et les emplois reliés à l'activité forestière; cependant dans les conditions actuelles (prix de l'énergie, dollar fort, infrastructures désuètes) la tâche semble insurmontable. Certes, la fibre est loin et comble de malheur nos forêts semblent pousser moins vite que dans certains pays du Sud. En fait, notre forêt est mal gérée et pire encore, son exploitation est mal répartie. Comment favoriser l'innovation et la créativité, lorsque ni collectivement pour une région, ni individuellement, on ne peut avoir un véritable accès à la ressource ?

D'une part, Il faut regarder du côté de la sylviculture qui à moyen terme rapprocherait la fibre, permettrait une certaine transformation et faciliterait l'atteinte de l'objectif de 12% d'aires protégées pour le Québec. D'autre part, il faut renverser un paradoxe flagrant au Québec : on exporte des sous-produits forestiers ayant une très basse valeur sur les marchés internationaux et on importe certains combustibles fossiles au prix fluctuant (gaz naturel, mazout), alors que, pour le chauffage par exemple, ces derniers sont substituables par les premiers. Le gouvernement pourrait mettre en place des politiques publiques permettant de structurer la demande de biomasse forestière à fin énergétique (chauffage et cogénération). Celle-ci pourrait prendre la forme des traditionnels incitatifs financiers, mais aussi l'exemplarité dans les édifices publics aurait un effet d'entraînement significatif.

### Transport, urbanisme et mode de vie

L'urbanisme et les modes de transports disponibles façonnent en grande partie la qualité et le mode de vie des citoyens. L'accès à des services de proximité et à des transports en commun efficaces peut réduire de façon significative l'empreinte écologique de nos populations. De plus, en raison de l'ampleur des projets et de leur durée de vie très longue, les décisions que l'on prend aujourd'hui auront des répercussions à très long terme. Bien sûr, le citoyen en tant qu'acteur social peut modifier ses comportements, mais cette tendance de cibler les responsabilités individuelles au détriment des choix sociétaux, très présente dans le domaine des transports, est pernicieuse et loin de per-

mettre une vision durable. Même si tous les Québécois utilisaient des voitures hybrides, les problèmes associés au transport demeureraient presque identiques. Pour plusieurs écologistes la remise en cause de la manière de concevoir les villes et le transport est primordiale dans un virage vert. À Montréal, le prolongement de la 25 (et son extension, le projet de l'autoroute urbaine sur Notre-Dame) est certainement un des enjeux majeurs pour l'ensemble de la communauté urbaine. Loin d'être locaux, ces projets devraient prendre en compte l'ensemble des impacts sur la santé et l'environnement avant d'être mis de l'avant, si l'on souhaite s'inscrire dans une vision de développement durable.

### L'eau

La question de l'eau a été de nombreuses fois à la une en 2007 en raison des algues bleues. Cette problématique démontre la complexité des enjeux environnementaux et devrait occuper une place importante en 2008 encore. Étant à l'opposé d'autres problèmes environnementaux dont on peut clairement identifier la source (*i.e.* amincissement de la couche d'ozone), la prolifération des algues bleues provient de sources diffuses à l'utilisation de fertilisants et d'intrants chimiques en agriculture, à l'érosion des sols dus à la construction, aux routes et à l'agriculture, à la mauvaise gestion des eaux usées et des berges par les résidents à proximité des cours d'eau et finalement à la déforestation et à la perte des milieux humides. Ainsi, une multiplicité d'impacts entraînent la perte de plusieurs fonctions environnementales, sociales et économiques reliées aux cours d'eau (eau potable, paysage, loisirs). Les pollutions diffuses, en raison de leurs effets cumulés, même si elles sont minimales, seront un enjeu de plus en plus important dans les années à venir.

### Les gaz à effet de serre

De façon similaire, les GES sont des mélanges de pollution diffuse et ponctuelle et la lutte au changement climatique est un des principaux défis de l'humanité pour ce XXI<sup>e</sup> siècle. Alors qu'au Québec les sources de pollution ponctuelles semblent être maîtrisées et même en diminution (entreprises de transformation primaire et secondaire), la pollution diffuse suit une croissance vertigineuse (transport, chauffage) annulant les gains des secteurs industriels. L'avantage du Québec vient de sa production d'hydroélectricité émettant de faibles quantités de GES; donc notre défi est plutôt liés aux transports si l'on veut assumer nos res-

ponsabilités face à ce défi.

## Conclusion

Les problèmes soulevés dans ce court éditorial soulèvent des préoccupations importantes qui devront nous amener à apporter des changements profonds à notre manière de vivre, de consommer et d'agir. Ces changements peuvent être vus par certains comme des opportunités, mais dans certains cas, des décisions difficiles devront également être prises. Les solutions seront diverses et enracinées dans des contextes sociaux, environnementaux et économiques particuliers; leur valeur se mesurera par la capacité des milieux de se prendre en charge et d'innover dans leurs pratiques et relations sociales. Par des politiques publiques efficaces et des actions individuelles responsables à tous les niveaux, nous devons faire face à ces défis. Déjà, des collectivités s'organisent et réunissent divers acteurs : entrepreneurs, gestionnaires, chercheurs, acteurs de la société civile et élus, pour faire face à ces défis communs. Ainsi et tout en gardant une certaine indépendance, nous construirons notre société sur des fondements prenant en compte une pluralité d'intérêts, qu'ils soient sociaux, environnementaux ou économiques.

## La Chaire accueille

La Chaire est heureuse d'accueillir le Professeur **Jacques Igalens**, Professeur agrégé des Universités en sciences de gestion à l'Université de Toulouse et Membre du laboratoire CNRS LIRHE (Laboratoire Interdisciplinaire sur les ressources humaines et l'emploi).

La Chaire souhaite également la bienvenue à **Nader Abbes**, Doctorant de l'École Économie, Organisation et Société de l'Université Paris-X-Nanterre, ainsi qu'à **Stéphane Anelli**, étudiant au Master recherche «développement durable» de l'université Paris Dauphine.

**Bienvenue et bon séjour !**

<p><b>CHAIRE</b> de responsabilité sociale et de développement durable ESG UQAM</p>	<p><b>SÉMINAIRE - SÉMINAIRE</b></p>
<p><b>Influence de la responsabilité sociale de l'entreprise sur les attitudes et les comportements des employés : proposition d'un modèle intégré</b></p>	
<p><b>Par :</b> Jacques Igalens Professeur agrégé des Universités en science de la gestion -Université de Toulouse Membre du laboratoire CNRS LIRHE</p>	<p><b>Résumé</b> L'objectif est de comprendre l'influence de la perception par le salarié de l'engagement de son entreprise dans la RSE sur la performance sociale. S'appuyant sur la théorie de l'identification et la théorie de l'échange social, le modèle propose une approche qui intègre de nombreux concepts du comportement organisationnel, la justice, la confiance, le support perçu, l'engagement, la satisfaction, la citoyenneté mais aussi les comportements antisociaux. Ils essaient de comprendre les mécanismes en jeu et notamment les configurations qui permettent d'expliquer comment les deux théories mobilisées produisent les attitudes et les comportements du salarié.</p>
<p><b>Quand :</b> 13 février 2008 12h à 13h30</p>	
<p><b>Où :</b> Local R-3840 École des sciences de la gestion 315 Ste-Catherine Est</p>	
<p>Entrée libre Info : <a href="mailto:crsdd@uqam.ca">crsdd@uqam.ca</a></p>	

## Série de tables rondes sur l'investissement socialement responsable dans les entreprises certifiées

### Quelle performance financière et sociale ?

Le mercredi **12 mars** 2008

Le jeudi **13 mars** 2008

**Investir dans une entreprise certifiée de l'industrie forestière**

**Investir dans une entreprise certifiée de l'industrie textile**

- 19h à 21h30 -

Partenaire média :

**novae.ca**

200 rue Sherbrooke Ouest  
Local : SH-2800  
Métro Place-des-Arts

ENTRÉ LIBRE  
Pour plus d'information  
[www.crsdd.uqam.ca](http://www.crsdd.uqam.ca)

### Le site internet du mois !

« **The Corporate Social Responsibility Center** »

[www.csrcenter.net](http://www.csrcenter.net)

Ce jeune site connaît une croissance remarquable. Véritable plateforme multisupport, il permet à la communauté académique de mettre en ligne ou de télécharger différents types de documents (audio, vidéo, texte) abordant, la responsabilité sociale des entreprises, l'éthique des affaires, le développement durable, etc. Principalement utilisé par des étudiants et des chercheurs, il pourra intéresser une large variété d'intervenants attentifs à la responsabilité sociale des entreprises. Un site interactif à découvrir !

## L'agriculture doit devenir une solution aux changements climatiques

Par *Éric Darier*

*Responsable de la campagne Agriculture—Greenpeace*

D'ici peu, la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) remettra son rapport final au gouvernement du Québec. Nombreux sont ceux qui espèrent de cette Commission des recommandations structurelles qui mèneront le Québec vers un virage écologique en agriculture.

Greenpeace donne à la CAAAQ une raison de plus d'aller dans cette direction avec la publication, il y a quelques semaines, d'un rapport scientifique faisant état des effets des activités agricoles mondiales sur les émissions de gaz à effet de serre ou GES. En effet, le secteur agricole produit, directement ou indirectement, de 17 à 32 % de l'ensemble des émissions mondiales de GES causées par les humains. De ce fait, le secteur agricole constitue l'une des activités humaines émettant le plus de GES dans le monde, tout juste après le secteur énergétique. Plus du tiers des émissions de GES de l'agriculture provient des sols qui reçoivent trop d'engrais. Cependant, en changeant les pratiques agricoles, l'agriculture pourrait réduire ses émissions de GES et même devenir un puits de carbone plutôt qu'un grand émetteur. Mais ceci nécessite d'abandonner les pratiques agricoles industrielles qui utilisent de grandes quantités de produits chimiques.

Ce rapport de Greenpeace est rendu public alors que s'amorceront, en 2008, plusieurs rencontres sous l'égide des Nations Unies sur l'agriculture et, en particulier, la biodiversité agricole. Dans un contexte où les suites à donner au Protocole de Kyoto se précisent et où l'agriculture peut être considérée comme responsable du tiers des émissions mondiales de GES, il apparaît particulièrement pertinent pour le monde de se pencher sur l'agriculture, et notamment sur le cas de l'agriculture industrielle. Celle-ci utilise en effet de plus en plus d'engrais, machineries, pesticides, OGM, etc. À titre d'exemple, les émissions mondiales du méthane CH<sub>4</sub> et de l'oxyde nitreux N<sub>2</sub>O ont progressé, entre 1990 et 2005, de 17 %. De plus, les prévisions font état d'un accroissement supplémentaire variant de 35 à 60 % d'ici 2030, en raison de l'usage grandissant des engrais azotés et de l'augmentation du bétail.

### L'État de la situation au Québec et au Canada

En 2004, les activités agricoles étaient directement responsables de 7,25 % du total des émissions de GES du Canada, légèrement moins, à l'époque, que la moyenne mondiale (11 à 15 %) pour les activités agricoles directes. Signalons que les cultures nécessitant beaucoup de fertilisants sont responsables de 50 à 80 % des émissions de N<sub>2</sub>O ou oxyde de nitrate, un gaz jugé très nocif. Notons que 1 kg d'oxyde de nitrate équivaut à 310 kg de CO<sub>2</sub>. Sur le plan canadien, les cultures génèrent environ 30 % du total des émissions de GES de l'agriculture alors que la production animale génère à elle environ 53 % de ces émissions provenant de l'agriculture. Ce qui est préoccupant est l'augmentation de 23 % des émissions de GES par l'agriculture entre 1990 et 2004 à cause notamment de la croissance des élevages et de l'utilisation des engrais.

Au Québec, 8,3% des émissions de GES sont le résultat des activités agricoles. À cela, il faudrait ajouter les émissions de GES des activités agroalimentaires reliées à l'agriculture : transformation, emballage, réfrigération, transport, distribution et entreposage centralisés, importations-exportations, déplacements automobiles des consommateurs vers les mégaépiceries, etc. On peut donc estimer qu'environ 15 % des émissions de GES au Québec proviennent directement et indirectement des activités associées à l'ensemble des secteurs des champs aux assiettes.

Bref, l'agriculture, l'agroalimentaire et l'alimentation au Québec, dans l'ensemble, sont des secteurs qui doivent être considérés comme des émetteurs non négligeables de GES. Greenpeace a bien accueilli le plan additionnel du gouvernement du Québec et, notamment, la mise en place de mesures pour le traitement des fumiers et la valorisation énergétique de la biomasse en milieu agricole. Somme toute, les objectifs de réduction du gouvernement dans le secteur agricole sont relativement modestes : 300 000 tonnes de CO<sub>2</sub> ou leur équivalent d'ici 2012. Voilà qui traduit une

faible volonté politique d'agir dans ce secteur. Voilà qui traduit bien aussi les limites technologiques qui font obstacle à une véritable réduction des impacts d'une agriculture industrielle qu'il serait souhaitable de réexaminer en profondeur.

### Les solutions existent!

Or, les occasions ne manquent pas pour faire mieux en agriculture. Une vision doit désormais s'imposer : celle d'une agriculture qui n'est pas seulement émettrice de GES, mais également un moyen de retenir ou limiter les émissions de GES, notamment par l'adoption de politiques publiques plus respectueuses de l'environnement.

Au Québec, de nombreuses solutions sont discutées depuis un certain temps sur la place publique. Nature-Québec en a identifiées ici un certain nombre. Greenpeace a également proposé à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire un ensemble de mesures en faveur de l'agroécologie.

Selon Greenpeace, sur le plan mondial, la séquestration du carbone du sol offre de loin les meilleures possibilités d'atténuation en changeant les pratiques agricoles vers des pratiques plus écologiques, plus respectueuses des sols. Ici, quelques exemples de pratiques à adopter s'imposent :

- Éviter la jachère à découvert et pratiquer la rotation des sols avec, par exemple, des cultures de légumineuses;
- Utiliser juste ce qu'il faut d'engrais azoté et de phosphore de fumiers ou de lisiers (ce qui évite aussi les algues bleues!);
- Opter pour des fumiers solides plutôt que des fumiers liquides pourraient limiter les émissions de méthane
- Réduire le labourage sans recourir à des herbicides dans les sols organiques;
- Réhabiliter les sols organiques drainés pour obtenir des terres cultivables, et restaurer les terres dégradées afin d'augmenter les puits de carbone. Autrement dit, il faut éviter de drainer les milieux humides, mener à bien la lutte contre l'érosion des sols et prévoir des apports organiques et des nutriments;
- Conversion des terres cultivées en pâturages qui permettrait également de modifier l'alimentation animale afin de limiter la production de méthane;

- Réduire les intrants chimiques et éliminer les cultures (comme les OGM) qui les encouragent.

Greenpeace recommande aussi un plan d'ensemble qui tient compte des nombreuses considérations en santé et en santé environnementale associées à l'agriculture industrielle et qui encouragerait, à titre d'exemple, l'adoption d'un régime alimentaire végétarien, ou du moins une réduction de la consommation de viande, permettant de réduire les GES. À titre indicatif, une personne dont le régime alimentaire correspond à ce qu'un habitant consomme en moyenne chaque jour au Canada, pourrait économiser 3850 kcal (ou de 950 à 1260g de CO<sub>2</sub>) de combustibles fossiles en diminuant de 50 % de sa consommation quotidienne de viande.

L'élevage d'animaux de boucherie, en particulier du mouton et du bœuf, exerce le plus grand impact sur le climat, avec respectivement 17 et 13 kilos de CO<sub>2</sub>-équivalent par kilo de viande. Bref, la consommation de viande a des retombées importantes sur les changements climatiques.

### Québec : vers une vraie révolution verte en agriculture?

Bien entendu, il va nous falloir attendre un peu pour connaître les conclusions et recommandations de la CAAAQ. Mais il devient de plus en plus évident que la piste agroécologique offre une panoplie de solutions à une série de problèmes environnementaux comme les changements climatiques, les pesticides, la disparition des abeilles, etc. La saga des algues bleues de l'été dernier constitue un bel exemple. Abandonnons collectivement les solutions de politiques publiques faites en bout de tuyau par lesquelles s'est conclue cette crise des algues bleues. On sait désormais que l'écrasante majorité des excédents de phosphore dans certains bassins versant du Québec provient de mauvaises pratiques agricoles comme les élevages intensifs. C'est donc l'ensemble de notre modèle agricole qu'il faut revoir en profondeur.

Avec un gouvernement conservateur minoritaire à Ottawa, il semble évident que le Canada ne relèvera ni le défi des changements climati-



ques, ni celui d'une agriculture écologique. Les potentiels de synergie sont pourtant bien présents. Des synergies qui respecteraient l'environnement tout comme l'avenir de l'agriculture et des agriculteurs. C'est ça le développement durable !

**Texte intégral :**

<http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/agriculture-solution-changements-climatiques>

## Conférences à venir

**CHAIRE** de responsabilité  
sociale et de  
développement durable  
ESG UQAM

## Conférence Publique

### Apparition d'un nouveau genre : le rapport de développement durable des entreprises

**Par :** Jacques Igalens  
Professeur agrégé des Universités  
en science de la gestion -Université de  
Toulouse  
Membre du laboratoire CNRS LIRHE

**Quand :** 20 février 2008  
12h à 13h30

**Où :** Local R-1910  
École des sciences de la gestion  
315 Ste-Catherine Est

#### Résumé

Pour le Professeur Igalens, le rapport de développement durable, que de plus en plus d'entreprises produisent, est à la fois un exercice de reddition de comptes et un conte, dans la mesure où il s'agit de raconter l'histoire ou la démarche de l'entreprise. Monsieur Igalens s'intéresse dans cette perspective aux procédés rhétoriques dans les rapports de développement durable, à leurs récepteurs (à qui s'adressent-ils?) ainsi qu'aux émetteurs (qui parle dans un rapport de développement durable?).

Entrée libre  
Info : [crsdd@uqam.ca](mailto:crsdd@uqam.ca)

## Conférences à venir



**CHAIRE**  
de responsabilité  
sociale et de  
développement durable  
ESG UQAM

### The 2008 NORTH AMERICAN CONGRESS ON SOCIAL AND ENVIRONMENTAL ACCOUNTING RESEARCH (1<sup>st</sup> CSEAR Summer School in North America)

July 7-9, 2008  
Concordia University, Montreal, Canada

### SECOND CALL FOR PAPERS

#### Congress

The Centre for Social and Environmental Accounting Research (CSEAR) has held an annual conference in the UK (often referred to as the *Summer School*) for almost two decades.

This is a second call for papers and announcement about the **2008 North American Congress on Social and Environmental Accounting Research (1<sup>st</sup> CSEAR Summer School in North America)** being held July 7-9, 2008 in beautiful Montreal, Canada.

Similar to the CSEAR UK Summer School, the Congress will be a deliberately *informal* gathering of researchers, teachers, students and practitioners concerned with social and environmental accounting, teaching and research in the very widest sense. Limited to a maximum of 60 delegates, the emphasis is on a high level of interaction, discussion and debate in a *friendly, supportive and relaxed atmosphere*.

To inaugurate CSEAR in North America, the plenary speaker will be **Professor Rob Gray**, Professor of Social and Environmental Accounting at the University of Saint Andrews, School of Management and Director of the Centre for Social and Environmental Accounting Research.

#### Conference website

Please visit the conference website starting January 21, 2008. The URL address will be e-mailed at that time.

#### Registration

Registration information can be completed via the attached registration form or online through the conference website when available. Deadline is **April 15, 2008**.

#### Call for papers

Both *full* and *research-in-progress* papers are welcome. The deadline to submit extended abstracts is **February 28, 2008** (approximately 500-800 words), and the deadline to send full/*research-in-progress* papers is **April 15, 2008**. Please make all submissions online via the conference website when available.

#### Montreal in July

Montreal is a very fun and active city, especially during during the summer. There are several interesting museums and many festivals such as the International Jazz Festival, the Just for Laughs Festival, the International Nuits d'Afrique Festival and many more will take place at that time! For more details, please visit: [http://www.go-montreal.com/attraction\\_events.htm](http://www.go-montreal.com/attraction_events.htm)

#### Contact

For more information, please do not hesitate to contact Charles Cho at [ccho@jmsb.concordia.ca](mailto:ccho@jmsb.concordia.ca) or [charlescho77@hotmail.com](mailto:charlescho77@hotmail.com) (alternate e-mail to use if no response to request within 5 business days).



**CHAIRE**

**C.-A. Poissant de recherche  
sur la gouvernance  
et l'aide au développement**  
UQÀM



**CONFÉRENCE  
QUEL DÉVELOPPEMENT DURABLE  
POUR LES MINES AU QUÉBEC ?**

*Ugo Lapointe  
François Décary-Gilardeau  
André Morin*  
*Institut des sciences de l'environnement,  
Université du Québec à Montréal*

**Présidence : Bonnie Campbell,  
titulaire de la Chaire C.-A. Poissant**

**Mardi, le 19 février 2008  
12h30-14h30  
Local : J-2805 (Boiseries)  
1455, rue Saint-Denis, Montréal**

*Pour information : [www.poissant.uqam.ca](http://www.poissant.uqam.ca)*



**CHAIRE** de responsabilité  
sociale et de  
développement durable  
ESG UQÀM

**I E** Institut d'études  
internationales de Montréal  
**I M** UQÀM

## Changement climatique : un bilan pour Bali

*Par François Décary-Gilardeau, Candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement (UQAM) et assistant de recherche à la CRSDD*

Le premier janvier 2008 restera dans les archives comme la date marquant le début de la première période d'engagement du protocole de Kyoto. La quantité de gaz à effet de serre (GES) émis entre cette date et décembre 2012 sera mesurée et permettra d'établir la conformité ou non-conformité des pays ayant ratifié le protocole. Fruit d'un immense effort diplomatique international, ce protocole, ainsi que ceux qui suivront, vise le plafonnement et la réduction des émissions de GES dans le but de préserver l'équilibre climatique planétaire.

C'est sous un air de fête que débute la 13<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP13). En effet, dix ans plutôt lors de la COP3, on adoptait à Kyoto au Japon un protocole de réduction des émissions de GES engageant les pays industrialisés à réduire globalement leurs émissions de 5,2% entre 2008 et 2012. Le protocole de Kyoto est d'une part un immense signe d'espoir en la capacité de l'humanité d'agir responsablement, mais aussi un acte de désespoir lorsque l'on sait les impacts qu'entraînent déjà les changements climatiques. À peine quelques semaines avant la COP13, le Programme des Nations Unies pour le Développement, dans un rapport intitulé *Climat et Pauvreté*, envoyait le signal suivant : « le monde se rapproche d'un point de basculement qui risque d'entraîner les pays les plus pauvres et leurs citoyens les plus pauvres dans une spirale infernale »<sup>1</sup>.

### Plan d'Action de Bali

L'enjeu fondamental de Bali consistait à établir la feuille de route pour l'après-Kyoto. Déjà, la table avait été mise à la conférence Montréal (COP11), où l'on avait créé deux groupes de travail spéciaux, le premier, intégrant les pays industrialisés (Annexe 1), doit se pencher sur les futurs engagements chiffrés des pays. Le deuxième englobe tous les pays Parties à la Convention. Il a été convenu que ces deux groupes de travail devront parvenir à un

consensus d'ici 2009 (après l'élection présidentielle américaine) sur l'accord devant succéder au protocole de Kyoto. *In extremis*, les États-Unis ont déclaré qu'ils ne s'opposeraient pas à la feuille de route, ce qui a fait dire au représentant de la Chine que « les États-Unis sont montés à bord du bus, mais pas à la place du chauffeur », une victoire aigre-douce.

Les médias ont fait grand écho à l'absence d'objectifs chiffrés de ce que l'on doit maintenant nommer le *Plan d'Action de Bali*<sup>2</sup>; les parties s'entendent sur le principe, mais il reste effectivement la délicate tâche de s'entendre sur les modalités. Il est intéressant de voir les principales propositions pour illustrer l'ampleur du défi devant nous :

- Réduire de 25 à 40 % les émissions des pays industrialisés en 2020 par rapport à 1990.
- Plafonner les émissions mondiales d'ici les dix à quinze prochaines années
- Diviser par deux les émissions mondiales de GES d'ici 2050.

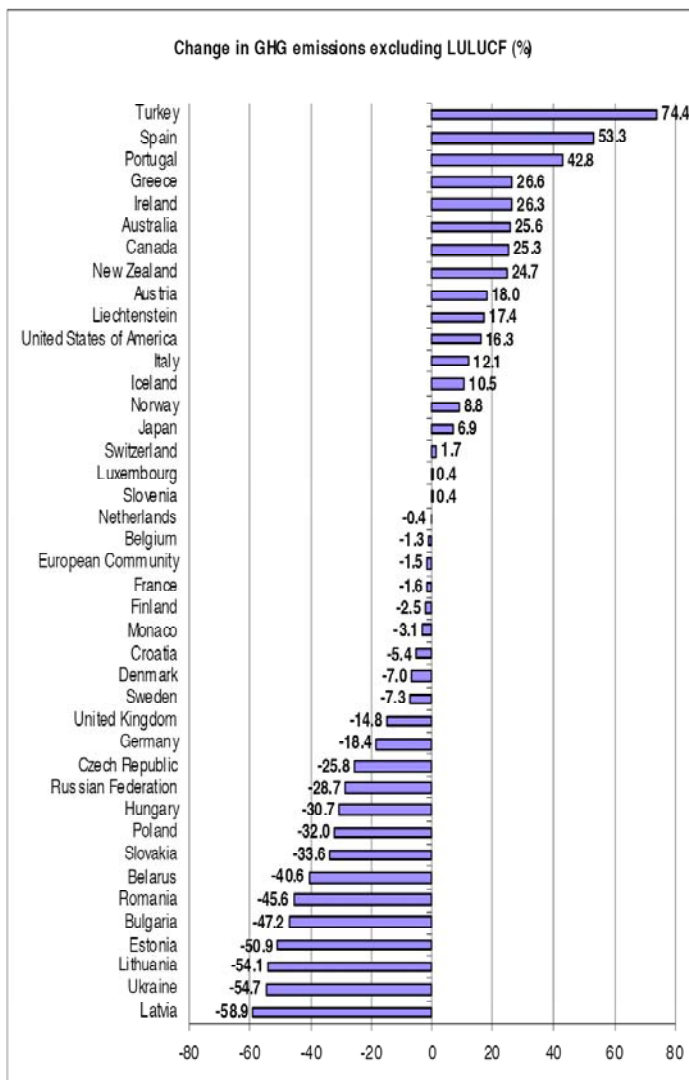
### Déforestation évitée

Nouveau terme dans le vocabulaire des environnementalistes : « la déforestation évitée ». Celle-ci encourage la protection de la forêt plutôt que des actions de reboisement. Bali aura permis de faire avancer cet autre enjeu d'une importance capitale et pressante, jusqu'alors ignoré dans le Protocole de Kyoto. Les États qui freinent la déforestation pourraient se voir compenser financièrement. La réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD) avait déjà été mise de l'avant par la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Costa Rica à Montréal (COP11). À juste titre, loin d'être négligeables, les émissions de GES attribuées à la dégradation et déforestation représenteraient entre 20 et 25 % des émissions mondiales d'origine anthropique. Ainsi, on s'est entendu pour que la déforestation évitée soit incluse dans la deuxième période d'engagement après-Kyoto.

## Fonds d'adaptation et transfert technologique

La mise en place d'un fonds d'adaptation cogéré par la Banque Mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial servira à aider les pays les plus pauvres à faire face aux impacts des changements climatiques tel que les sécheresses et la hausse du niveau des mers. Ce fonds devrait représenter entre un et cinq milliards en 2030. Aujourd'hui, ce fonds s'élève à 36 millions de dollars, très loin du cinq milliards estimés nécessaire par Nicolas Stern. Il faut remarquer que la

Figure 4. Évolution du total des émissions globales de gaz à effet de serre des différentes Parties visées à l'annexe I, 1990-2005



cogestion avec la Banque Mondiale en inquiète plus d'un, notamment dans les pays africains.

Encore une fois, le texte final de la conférence de Bali, comme les autres COP, appelle à une augmentation des ressources financières et à un partage des technologies pour permettre aux pays en développement de poursuivre leur croissance tout en réduisant leurs émissions.

## Et pour le Canada...

Bien que l'attention ait été portée sur les aspects plus théâtraux de la conférence, le bilan de cette COP13 reste positif d'un point de vue général, quoiqu'encore timide. Il est impossible de faire un bilan de la Conférence de Bali sans dénoncer la position cavalière du gouvernement conservateur représentant le Canada. À commencer par le coup de théâtre de notre ministre canadien de l'environnement ayant déploré à la sortie des négociations le manque d'engagement chiffré, alors que le Canada tout au long de la conférence s'y était opposé (sic)! La position du Canada était presque intenable et la déclaration-choc de notre Premier Ministre : « Kyoto, une erreur à ne pas répéter » à quelques semaines de la COP13 ne laissait présager rien de bon. De plus, le bilan du Canada en matière de lutte aux émissions de GES est désastreux comme on le voit dans ce graphique qui servait de document de référence lors des négociations. En plus de retarder l'avancement des dossiers, de s'absenter lors de réunion clé, le gouvernement Harper était simplement de mauvaise foi, ce qui lui a valu de gagner la course aux prix fossiles, *ex aequo* avec les États-Unis. Les prix fossiles sont décernés par des ONG internationales pour les pays entravant l'avancement des COP. Dans un contexte de surplus budgétaires récurrents, l'absence d'une stratégie forte pour combattre les changements climatiques est simplement amoral et contribue à discréditer le Canada sur la scène internationale.

<sup>1</sup> PNUD. 2007. *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 : Climat et pauvreté*. [en ligne] <http://www.coordinationsud.org/spip.php?article5540>

<sup>2</sup> Pour le document officiel : [http://unfccc.int/files/meetings/cop\\_13/application/pdf/cp\\_bali\\_action.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/cop_13/application/pdf/cp_bali_action.pdf)

**CHAIRE** de responsabilité  
sociale et de  
développement durable  
**ESG UQÀM**

---

École des sciences de la gestion  
Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888  
Succursale Centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.3000  
poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

---

**Visitez notre site Internet**  
[www.crsdd.uqam.ca](http://www.crsdd.uqam.ca)

**Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique**  
[crsdd@uqam.ca](mailto:crsdd@uqam.ca)

---

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

**Rédacteur en chef, mise en page** : François Décary-Gilardeau.

**Rédactrice-adjointe** : Sophie Lévesque.

**Collaborateur** : Éric Darier

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web [www.crsdd.uqam.ca](http://www.crsdd.uqam.ca).